

## FAITS SAILLANTS



### Le vaccin propulse les marchés vers de nouveaux sommets

Plusieurs sociétés pharmaceutiques ayant annoncé des résultats préliminaires positifs, plus aucun doute ne subsiste quant à la découverte d'un vaccin, mais la disponibilité de celui-ci demeure la grande inconnue. En outre, l'immunité collective ne se développera qu'après les étapes d'approbation et de distribution franchies, sachant que la population ne démontre pas un enthousiasme débordant à l'idée de se faire vacciner.



### Les mesures de confinement se prolongent

Le nombre de cas d'infections augmente toujours à l'échelle mondiale et la situation nécessite de nouvelles restrictions. Les indicateurs du PMI pointaient vers une contraction de l'activité dans la zone euro, mais vers une expansion aux États-Unis, grâce à l'optimisme provoqué par le vaccin et à des mesures de confinement moins sévères.



### La reprise dépendra de la politique budgétaire

Les États-Unis ne mettront vraisemblablement pas en œuvre de nouvelles mesures de soutien économique cette année; cependant, la nomination de l'ancienne présidente de la Réserve fédérale, Janet Yellen, au poste de secrétaire du Trésor augure d'une bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire à long terme.

## SYNTHÈSE DES PERSPECTIVES DE RÉPARTITION DE L'ACTIF

|                               | Négatives | Neutres | Positives |            |
|-------------------------------|-----------|---------|-----------|------------|
| <b>Actions</b>                |           |         |           |            |
| Actions canadiennes           |           |         |           | Ce mois-ci |
| Actions américaines           |           |         |           | Ce mois-ci |
| Actions internationales       |           |         |           | Ce mois-ci |
| Actions EAEO                  |           |         |           | Ce mois-ci |
| <b>Revenu fixe</b>            |           |         |           |            |
| Obligations d'État            |           |         |           | Ce mois-ci |
| Obligations de sociétés       |           |         |           | Ce mois-ci |
| Obligations à rendement élevé |           |         |           | Ce mois-ci |
| <b>Total actions</b>          |           |         |           | Ce mois-ci |
| <b>Total revenu fixe</b>      |           |         |           | Ce mois-ci |

Legend:   
■ Ce mois-ci   
■ Le mois dernier

Ce tableau illustre les perspectives à court terme de l'équipe de répartition de l'actif de NEI à propos de plusieurs catégories d'actions et d'obligations au 30 novembre 2020. L'absence de case verte sur la ligne d'une catégorie d'actif donnée signifie que les perspectives de celle-ci n'ont pas changé depuis le mois dernier.

## ÉTATS-UNIS

Le risque extrême pour les marchés d'un refus de concéder la défaite par le président Trump s'est fortement éloigné. La plupart de ses procédures judiciaires ayant échoué, il a officiellement autorisé l'administration Biden à entamer la période de transition. En outre, il semble que le président Trump s'apprête à quitter le pouvoir quand les grands électeurs auront voté pour le candidat élu, en décembre.

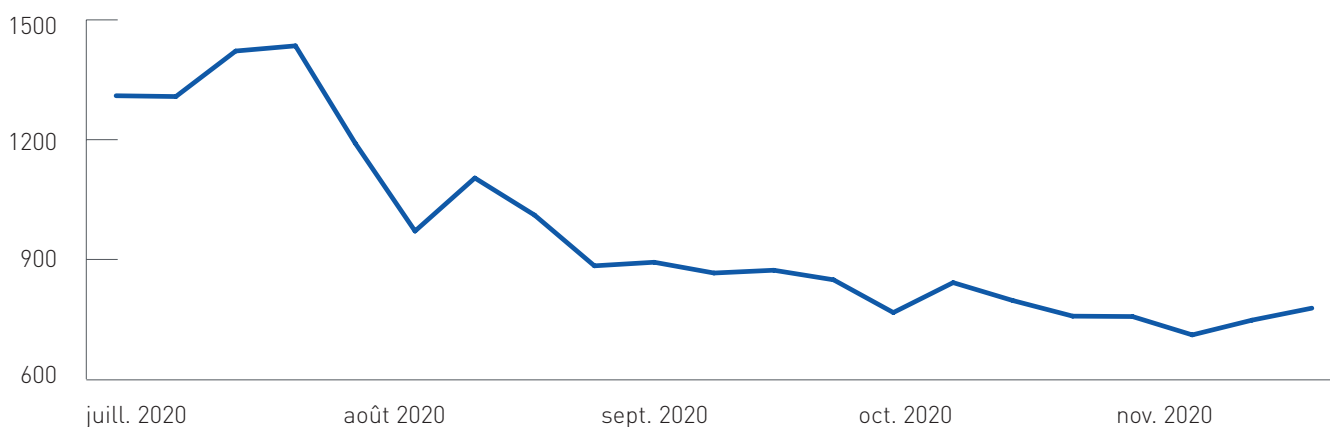
Les élections ne sont pas pour autant terminées. On avait initialement pensé, à l'issue du scrutin du mois dernier, que les démocrates avaient manqué l'occasion d'une « vague bleue » (le contrôle de la présidence, de la Chambre des représentants et du Sénat), mais il leur reste une mince possibilité. Avec un deuxième tour dans l'État de Géorgie prévu le 5 janvier, deux sièges restent vacants au Sénat. Dans l'éventualité où le camp démocrate les obtiendrait, les deux partis se trouveraient alors à égalité avec 50 sièges, mais la majorité reviendrait dans les faits au premier, grâce à la voix décisive de Kamala Harris, la vice-présidente élue.

Les incidences sur les marchés d'une potentielle vague bleue demeurent difficiles à évaluer, puisque ce contrôle de la chambre haute permettrait aux démocrates d'augmenter les dépenses en faveur de la population, mais annoncerait une hausse des impôts pour les sociétés ainsi qu'une réglementation accrue. La nomination au poste de secrétaire du Trésor par Joe Biden de l'ancienne présidente de la Réserve fédérale, Janet Yellen, fait en outre naître de grands espoirs pour les investisseurs d'une coordination des politiques monétaire et budgétaire durant cette période de fragile reprise économique.

Les récentes nouvelles sur le front du vaccin ont dopé le moral des investisseurs. Effectivement, Pfizer (en partenariat avec BioNTech), Moderna et AstraZeneca ont conjointement communiqué des résultats préliminaires encourageants à l'issue de leurs essais cliniques. Les chiffres des enquêtes du PMI de novembre révèlent d'ailleurs que l'activité des entreprises s'est intensifiée depuis. L'approbation par la Food and Drug Administration des États-Unis d'un seul vaccin aurait déjà des effets très bénéfiques et le déploiement auprès de la population pourrait considérablement accélérer si plusieurs pouvaient être administrés simultanément. Il faudra toutefois encore surmonter des difficultés, principalement de production et de distribution, avant qu'une immunité collective se développe.

### **Le nombre de demandes de prestations de chômage a augmenté aux États-Unis au cours des deux dernières semaines.**

**Demandes initiales de prestations d'assurance chômage (en milliers)**



Source : Bloomberg. Données au 30 novembre 2020.

Les marchés ont nettement rebondi une fois le résultat de l'élection connu et commençaient également à refléter les effets positifs du vaccin. Presque débarrassés de deux sources d'incertitudes majeures, les investisseurs ont de nouveau tourné leur attention sur les mesures de soutien à l'économie, car la lutte contre la pandémie se poursuit. Le nombre de cas continue effectivement d'augmenter, agitant à nouveau la dangereuse menace d'une saturation du système de santé, alors que tout resserrement des restrictions pourrait s'avérer dévastateur pour de nombreuses petites entreprises déjà aux abois. Le nombre de demandes de prestations de chômage a augmenté pour la première fois depuis plusieurs semaines et le revenu personnel a baissé en octobre. Les indicateurs pointent vers un étouffement de la reprise. Les économistes ont depuis longtemps annoncé que les derniers points décimaux de croissance demeureront les plus difficiles à rattraper et, à cette fin, de nouvelles mesures de soutien semblent nécessaires.

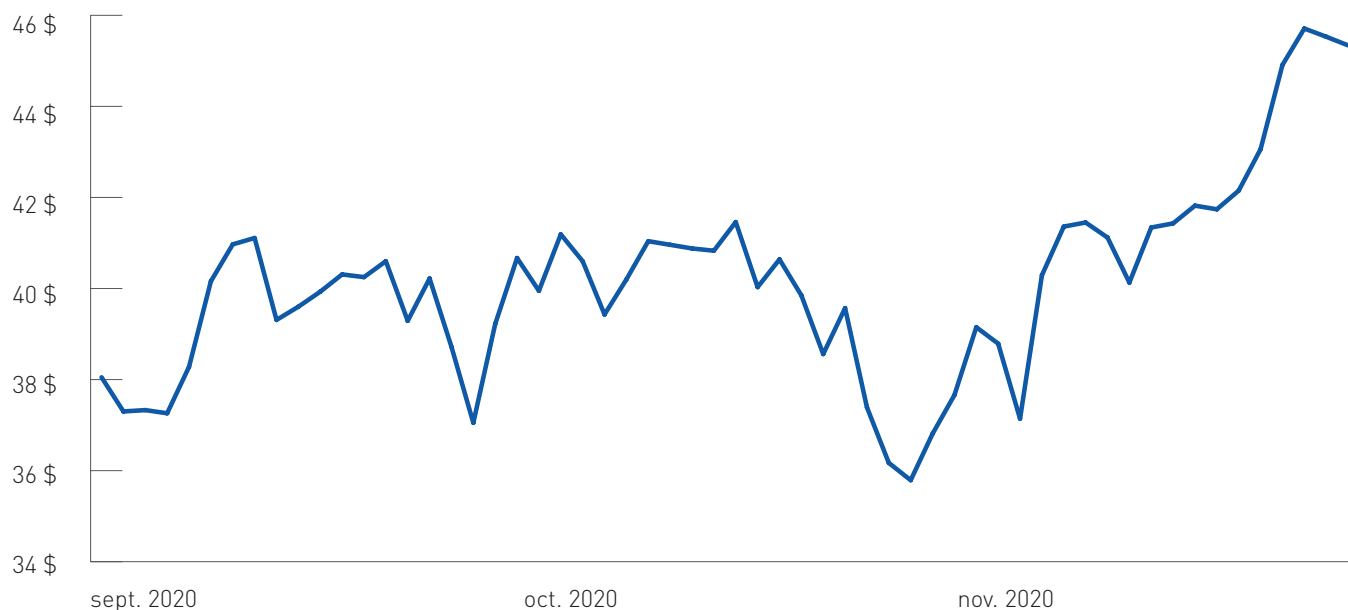
## CANADA

Les cas d'infections continuent de se multiplier au Canada et atteignent de nouveaux sommets. Vancouver et Toronto ont resserré les restrictions et, à l'échelle provinciale, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont introduit de nouvelles mesures, suivies par l'Alberta qui dénombre maintenant plus de cas actifs que la première. De façon générale, ce resserrement concernait les rassemblements et les services non essentiels.

Les petites entreprises feront sans aucun doute les frais de ces décisions. Déjà en octobre, un sondage de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante indiquait que 74 % des répondants s'inquiétaient de la seconde vague et que 39 % des établissements concernés perdaient de l'argent à la fin de chaque jour d'ouverture de leur activité.

### Le pétrole brut a bondi de 26 % en novembre

#### Pétrole brut WTI (\$ US/baril)



Source : Bloomberg. Données au 30 novembre 2020.

Le prix du baril de pétrole brut s'est nettement redressé à l'annonce d'un vaccin, pour culminer à 45 \$/US, soit une hausse de 26,7 % en novembre. Les membres de l'OPEP+ ont continué de soutenir les prix en se prononçant pour la majorité d'entre eux en faveur d'une prolongation des limites actuelles de production, mais aucune décision officielle n'a encore été entérinée. Une activité soutenue en Chine a contribué à la reprise jusqu'à présent, mais la morosité économique de l'Europe pose problème.

Le dernier énoncé économique du gouvernement fédéral réaffirme l'engagement de premier plan du Canada en matière de réponse à la pandémie. La ministre des Finances Chrystia Freeland a dévoilé un montant de 51,7 milliards \$ de nouvelles dépenses sur les deux prochaines années, essentiellement consacrées à la bonification des subventions salariales aux entreprises. Le déficit prévisionnel s'établit maintenant à 381,6 milliards \$ pour 2020, soit environ 17,5 % du PIB. En comparaison, ce ratio s'établissait à 1,7 % l'an dernier.

Même si les effets à long terme de la hausse de l'endettement prévu par cet énoncé économique suscitent des préoccupations, rappelons que nous devons composer avec une crise sanitaire mondiale, et non financière, laquelle exige la mise en œuvre de mesures particulières. En l'occurrence, une réponse monétaire et budgétaire bien coordonnée devrait permettre une reprise économique soutenue.

## MARCHÉS INTERNATIONAUX ET ÉMERGENTS

L'Europe entre dans un hiver qui lui paraîtra certainement long et sombre en raison de nouvelles mesures de restriction particulièrement exigeantes. L'indice composé IHS Market du PMI de la zone euro a glissé sous le seuil de 50,0 pour ainsi révéler une contraction de l'activité, s'établissant en novembre à 45,2. Cette détérioration concernait tous les secteurs d'activité, mais une fois encore plus sévèrement celui des services.

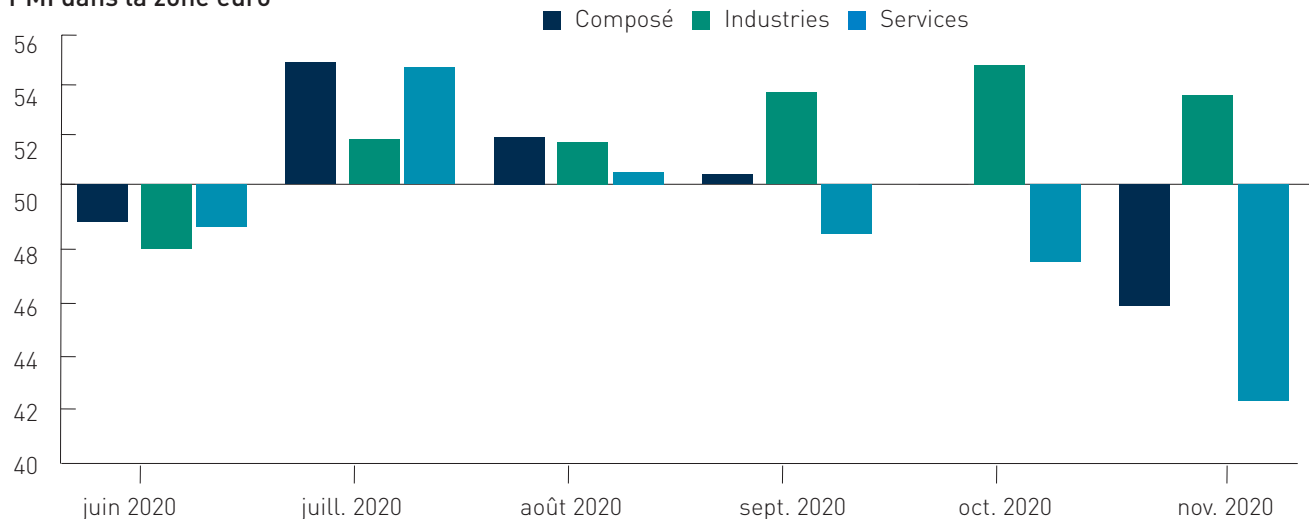
L'Allemagne reste le seul pays de la zone dans lequel l'indice du PMI pointe encore vers une expansion. En revanche, l'indicateur de confiance économique allemand ZEW a plongé rapidement à 39,0 depuis un sommet inégalé de 77,4 il y a à peine deux mois. La seconde vague d'infections et les mesures partielles de confinement font craindre que l'Allemagne rebascule en récession, les prévisions moyennes des investisseurs pour le PIB du quatrième trimestre s'établissant maintenant à 0 %. Les anticipations de croissance dans la zone euro se trouvent déjà en territoire négatif.

Les comptes rendus de la Banque centrale européenne confirment le message précédemment communiqué : un recalibrage de la politique monétaire lors de la prochaine réunion. La reprise économique s'essouffle et les anticipations d'inflation continuent de dégringoler. Les prix dans la zone euro ont diminué de 0,5 % depuis le mois de juin, la BCE déclarant qu'une variation négative avait été enregistrée pour 35 % de tous les articles tandis que les facteurs sous-jacents de hausse des prix demeuraient insuffisants, le tout suscitant des craintes d'un impact durable.

Au chapitre du Brexit, l'Union européenne et le Royaume-Uni ne parviennent toujours pas à surmonter les dernières pierres d'achoppement dans leurs négociations d'un accord de sortie. Outre le retard occasionné par le diagnostic de coronavirus reçu par un des négociateurs de l'UE, les pourparlers ont jusqu'à présent traîné en longueur. Or, le temps presse, puisque le régime actuel de transition prend fin en décembre sans possibilité de prolongation.

### Le composé du PMI de la zone euro pointe vers une contraction économique en novembre en raison du ralentissement des activités de services

PMI dans la zone euro

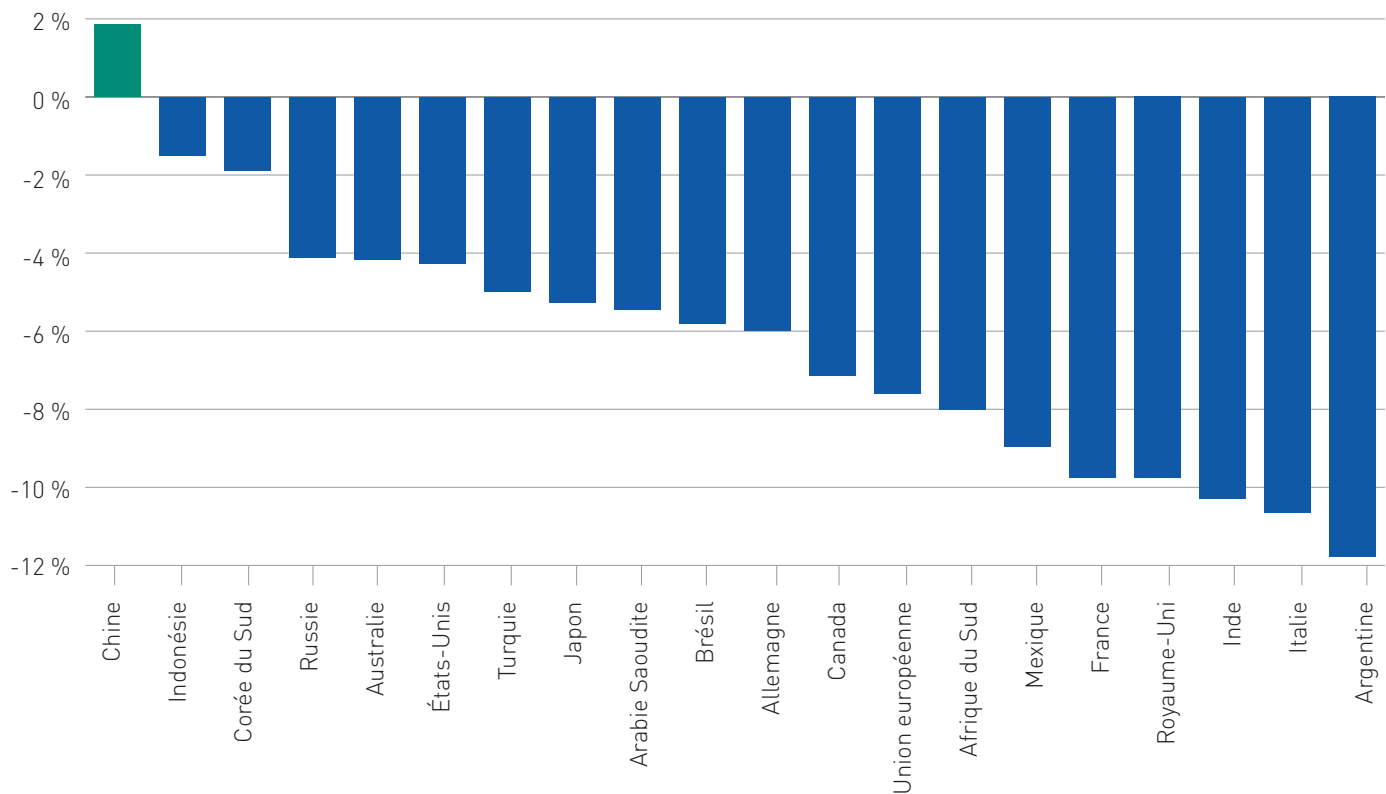


Source : Bloomberg. Données au 30 novembre 2020.

La Chine continue de tirer la croissance mondiale. Seule parmi les économies du G20 à tabler sur une hausse de son PIB en 2020, elle enregistre en effet actuellement une réelle reprise en V, malgré un chiffre annuel modeste de 1,85 %. Les interventions musclées de son gouvernement et de sa banque centrale, ainsi qu'une rigoureuse procédure de suivi des contacts dans la lutte contre la propagation du virus, se sont avérées fructueuses. La politique monétaire de la Chine continuera vraisemblablement de soutenir l'économie, à un rythme toutefois progressivement moins soutenu, une inflexion ayant déjà été notée depuis le point culminant de la crise. Les indicateurs économiques du mois d'octobre ont révélé que les ventes et la production industrielle avaient progressé de 4,3 % et de 6,9 % respectivement au cours des 12 derniers mois. Toutefois, la faiblesse de la demande extérieure soulignée par les sondages du PMI compromet la vigueur de la reprise dans son ensemble, de nombreux pays composant avec une hausse des cas d'infections et un resserrement des restrictions.

## Seule la Chine enregistrera une croissance de son PIB en 2020 parmi tous les pays du G20

Prévisions du PIB 2020 des pays du G20



Source : Perspectives de l'économie mondiale du FMI, octobre 2020

## RENDEMENTS BOURSIERS

(pourcentage de rendement en \$ CA)

|   | 1 mois | 3 mois | 6 mois | DDA   | 1 an  | 3 ans | 5 ans | 10 ans |
|---|--------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|--------|
| <b>Revenu fixe</b>  |        |        |        |       |       |       |       |        |
| Agrégé Canada Bloomberg Barclays  | 0,97   | 0,53   | 2,23   | 8,09  | 6,93  | 5,25  | 4,24  | 4,41   |
| Agrégé mondial Bloomberg Barclays (couvert en \$ CA)                                    | 0,55   | 0,91   | 1,75   | 5,05  | 4,80  | 4,54  | 3,89  | 4,28   |
| Rendement élevé É.-U. plafonné à 2 % par émetteur Bloomberg Barclays (couvert en \$ CA) | 3,85   | 3,24   | 10,01  | 3,74  | 5,74  | 4,53  | 6,72  | 6,57   |
| <b>Actions</b>  |        |        |        |       |       |       |       |        |
| MSCI Monde (marchés développés)   | 9,62   | 4,98   | 13,55  | 11,12 | 11,73 | 9,73  | 10,27 | 12,78  |
| MSCI Monde Croissance   | 7,76   | 2,76   | 17,40  | 27,45 | 28,09 | 17,45 | 14,92 | 15,68  |
| MSCI Monde Valeur   | 11,78  | 7,59   | 9,59   | -4,62 | -4,05 | 1,88  | 5,40  | 9,73   |
| MSCI Canada   | 10,59  | 4,04   | 13,45  | 1,64  | 1,80  | 3,90  | 7,02  | 5,02   |
| MSCI É.-U.  | 8,38   | 3,93   | 13,98  | 15,91 | 16,43 | 13,58 | 13,12 | 16,38  |
| MSCI EAEO   | 12,26  | 7,42   | 12,66  | 2,96  | 3,78  | 3,47  | 5,61  | 8,34   |
| MSCI Europe   | 13,73  | 6,16   | 12,59  | 0,58  | 2,03  | 2,69  | 4,68  | 8,17   |
| MSCI Japon  | 9,33   | 11,17  | 10,97  | 9,88  | 9,51  | 5,09  | 7,26  | 9,36   |
| MSCI Pacifique hors Japon   | 11,48  | 6,63   | 17,78  | 1,14  | 1,19  | 3,89  | 7,72  | 7,53   |
| MSCI ME (Marchés émergents)   | 6,18   | 9,12   | 22,95  | 10,13 | 15,54 | 5,13  | 10,12 | 6,04   |
| <b>Devises (par rapport au dollar canadien)</b>   |        |        |        |       |       |       |       |        |
| Dollar US   | -2,81  | -0,54  | -6,24  | -0,07 | -2,44 | 0,20  | -0,54 | 2,35   |
| Euro  | -0,19  | -0,52  | 0,82   | 6,50  | 5,85  | 0,30  | 1,97  | 1,49   |
| Livre sterling  | 0,35   | -0,83  | 1,25   | 0,71  | 0,70  | -0,27 | -2,90 | 0,79   |
| Yen   | -2,56  | 1,15   | -3,13  | 4,15  | 2,46  | 2,58  | 2,84  | 0,14   |

Source : Morningstar. Données au 30 novembre 2020.

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, juridiques, comptables, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence.

L'information contenue aux présentes est considérée comme fiable, mais NEI ne garantit ni son exhaustivité ni son exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, d'un secteur, ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties concernant des rendements futurs et les résultats réels peuvent être substantiellement différents des prévisions en raison de risques et d'incertitudes. Il faut éviter de se fier indûment aux informations prospectives.

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Placements NEI est une marque de commerce déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. Placements NordOuest & Éthiques inc. est une filiale entièrement détenue par Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est une filiale à part entière de Commandité Patrimoine Aviso S.E.C. (« Patrimoine Aviso S.E.C. ») qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant aux cinq caisses provinciales Credit Union (les « Caisses ») ainsi qu'au groupe CUMIS.